

Paris, le 18 décembre 2019

**Direction des politiques  
Familiales et sociales**

**Circulaire n° 2019 -013**

Mesdames et Messieurs les directeurs  
des caisses d'Allocations familiales

**Objet : Présentation de la Doctrine Vie associative de la Branche Famille  
pour la période 2019-2022**

Madame la Directrice,  
Monsieur le Directeur,

La Cnaf réaffirme son attachement au soutien des fédérations et associations nationales qui développent des activités relevant du champ de compétence de la branche Famille.

Ce soutien constitue un levier pour décliner les actions de la Branche au plus proche des besoins des familles et permettre le déploiement des engagements nationaux sur l'ensemble du territoire avec l'appui des acteurs de la vie associative.

Les fédérations financées par la Cnaf accompagnent les associations de leur réseau dans le développement d'offres de services de qualité en direction des familles et en partenariat avec le réseau des Caf.

Cette circulaire présente la nouvelle doctrine vie associative pour la période 2019-2022 et dresse la liste des fédérations financées sur la période 2019-2022.

Elle est complétée par trois annexes qui visent à :

- dresser un bilan du partenariat conclu entre 2014-2018 par la Cnaf et les têtes de réseau (annexe 1) ;
- mettre à disposition le modèle de convention de partenariat signée avec les têtes de réseau (annexe 2) ;
- présenter le cahier des charges diffusé aux partenaires (annexe 3).

La Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) démontre son attachement à la vie associative, par son soutien financier depuis 50 ans, aux fédérations et aux associations nationales qui développent des activités relevant des missions de la branche Famille.

Ce soutien constitue un levier pour décliner les actions portées par la Branche au plus près des besoins des allocataires et pour déployer ses engagements nationaux sur l'ensemble des territoires avec l'appui des acteurs de la vie associative.

Il permet aux associations têtes de réseaux de mieux accompagner et soutenir leur réseau respectif pour le développement d'offres de service de qualité en direction des familles, le plus souvent en partenariat avec les Caf. Il facilite également la mise en œuvre d'initiatives et d'expérimentations sur des problématiques ou des pratiques en émergence.

Un fonds « associations nationales » doté de 22,1 M€ (en hausse de 12 % par rapport à la précédente Cog) est inscrit au fonds national d'action sociale pour la période 2019-2022 afin de poursuivre la dynamique engagée en direction de la vie associative.

La Commission d'action sociale, en date du 12 septembre 2018 a arrêté les orientations en matière de soutien à la vie associative au niveau national pour la période 2019-2022. Au regard des dispositions réglementaires issues de la circulaire n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations, de l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'action sociale des Caf et de l'article R263-1 du code de la sécurité sociale, les modalités de financement des associations nationales sont ajustées. Les fédérations et les associations nationales pourront prétendre au bénéfice de subventions de fonctionnement affectées précisément au financement de projets.

Le recentrage des financements sur le soutien aux projets contribuera au développement des services aux familles et au renforcement du pilotage national de l'activité.

Il a vocation à garantir à la fois une meilleure visibilité et lisibilité des projets et des actions soutenues, respectivement par la Cnaf et les Caf. Il constituera ainsi un nouveau levier pour développer l'évaluation des initiatives portées par les têtes de réseau et leurs impacts sur les familles et les territoires.

Les éléments de doctrine fondant ces nouvelles orientations ont été présentés lors de la célébration des 50 ans du soutien de la branche Famille à la vie associative, le 18 octobre 2018, en présence de l'ensemble des partenaires associatifs et institutionnels.

La présente circulaire rappelle :

- les nouvelles orientations nationales en matière de soutien à la vie associative pour la période 2019-2022 ;
- la liste des fédérations et associations nationales financées sur la période 2019-2022 ;

**Le directeur général délégué chargé  
des politiques familiales et sociales**

**Frédéric Marinacce**

## **1. LE SOUTIEN DE LA VIE ASSOCIATIVE PAR LA BRANCHE FAMILLE MOBILISE DES FINANCEMENTS NATIONAUX ET LOCAUX**

Historiquement, les associations régies par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association sont des partenaires essentiels pour la branche Famille. Elles permettent de décliner les politiques familiales et sociales au plus près des besoins des familles.

Ces structures animent les territoires, créent du lien social et innovent pour répondre aux attentes citoyennes et favoriser la construction du lien social, gage de cohésion. À ce titre, la branche Famille à l'instar des pouvoirs publics, soutient et s'appuie largement sur les acteurs associatifs pour mettre en œuvre les interventions relevant des missions de la Branche.

La branche Famille se mobilise en direction de la vie associative, à l'échelon national et local par un soutien de la Cnaf aux fédérations et associations nationales, et des Caf en direction des associations départementales et locales.

### ***1.1. Le soutien de la Cnaf aux associations nationales et têtes de réseaux associatifs***

Le soutien au développement de la vie associative est défini par une doctrine de financement des associations nationales validée par la commission d'action sociale. Les partenariats entre l'établissement public et les structures associatives sont contractualisés sur la période de la Convention d'objectifs et de gestion.

Ces financements nationaux sont réservés aux têtes de réseaux et aux associations nationales pilotant et animant leur propre réseau, c'est-à-dire mettant en œuvre des actions de soutien, d'accompagnement, de mise en réseau, d'ingénierie et de pilotage de projets.

Les associations financées participent aux côtés de la Cnaf à la mise en œuvre d'actions inscrites dans les champs prioritaires de la branche Famille et de ses orientations nationales.

Sur la période 2014-2018, la Cnaf a contractualisé des partenariats avec 52 fédérations et associations nationales pour un montant de 19,5 M€<sup>1</sup>.

### ***1.2. Le soutien aux associations départementales et locales est porté par les Caf***

Le soutien à la vie associative locale implantée dans les territoires des Caf est défini dans les règlements intérieurs d'action sociale, validés par le conseil d'administration de chaque organisme au regard de ses choix stratégiques d'intervention et des besoins sociaux de ses territoires.

Les associations, dont les projets et les offres de services développés en faveur des familles prolongent l'action des Caf, sont financées par des subventions ou prêts sur les fonds locaux des dotations d'action sociale affectées à chaque Caf par la Cnaf. Ce soutien peut par ailleurs être complété par le versement de fonds nationaux de type : prestations de services, fonds publics et territoires, fonds parentalité...

En 2018, les Caf au titre des prestations de service, ont versé près d'un milliard d'euros à environ 30 000 associations réparties sur l'ensemble du territoire.

---

<sup>1</sup> Cf bilan présenté en annexe

## **2. UNE EVOLUTION DES MODALITES DE FINANCEMENT INDISPENSABLE AU REGARD DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX SUBVENTIONS ALLOUEES AUX ASSOCIATIONS**

En application de la doctrine de financement 2014-2017, adoptée en septembre 2013 par la commission d'action sociale, la Cnaf a développé son soutien aux têtes de réseau et aux associations nationales par l'attribution d'une aide pluriannuelle dont le montant variait en fonction du mode de contractualisation (maximum égal à 10% ou 20% du budget global de l'association).

Ce modèle n'est plus adapté aujourd'hui, au regard des règles encadrant les conditions de versement des subventions aux associations par des organismes publics<sup>2</sup>. En effet, l'allocation d'une participation financière doit s'effectuer soit pour un objet déterminé ou un projet spécifique dont l'association est porteuse, soit contribuer au financement de son activité globale<sup>3</sup>.

Par conséquent la commission d'action sociale a décidé d'accorder une subvention de fonctionnement affectée à un projet spécifique ou un objet déterminé, assorti d'un budget analytique. Ainsi, chaque association sera tenue de justifier de l'emploi des fonds pour chaque projet validé par la Cnaf.

## **3. UNE EVOLUTION DEFINIE SUR DES AXES CLAIREMENT AFFICHES EN LIEN AVEC LES ORIENTATIONS DE LA COG 2018 – 2022**

### **3.1. *Un soutien aux projets couvrant un ou plusieurs champs d'action de la branche Famille***

Le soutien financier contractualisé avec les associations, doit servir à la réalisation des engagements de la Branche pris envers l'État pour la période 2018-2022. Les projets portés par les associations nationales doivent ainsi être développés dans les champs couverts par les politiques familiales et sociales de la branche Famille et contribuer à la réalisation des objectifs institutionnels, à savoir :

- développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorer son efficience ;
- accompagner les parcours éducatifs des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- soutenir les politiques du logement notamment d'aide à l'accès et au maintien dans le logement des familles et des jeunes ;
- contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale dans les territoires prioritaires ;
- développer l'accès aux droits.

---

<sup>2</sup> Art.9-1 de la loi n° 2000-321 (DCRA), art. R 263-1 du CSS, circulaire n° 5811/SG du 29 septembre 2015, art. 59 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 (ESS).

<sup>3</sup> Contrairement au marché public, où l'association vient répondre à un besoin propre de la collectivité ou de l'organisme.

### **3.2. Deux types de contractualisation selon le niveau de structuration de l'association**

Les enseignements tirés de l'évaluation des actions conduites par les partenaires associatifs de la Cnaf lors du bilan de la précédente période de contractualisation, constituent un socle de référence sur lequel la branche Famille peut s'appuyer pour structurer son nouveau cadre de financement.

Les conventions de partenariat signées entre la Cnaf et les associations nationales pour la période 2018-2022 pourront revêtir, en fonction du niveau de structuration de l'association, deux modalités, assorties chacune de leurs propres objectifs.

Les projets innovants pourront par ailleurs bénéficier d'un financement complémentaire.

#### **➤ Le soutien des têtes de réseaux associatives dans leurs fonctions d'accompagnement et de soutien de leur réseau associatif**

Ce financement permet aux fédérations et associations nationales de renforcer leurs rôles et leurs actions de pilotage et d'accompagnement de leurs structures locales affiliées, afin de mettre en œuvre le ou les projets retenus par la Cnaf et inscrits parmi les objectifs du contrat de partenariat et de financement 2019-2022.

Les actions mises en œuvre par les têtes de réseaux, concourant à la réalisation des projets sont notamment :

- le développement de l'ingénierie de formation pour une montée en compétence des équipes de bénévoles et/ou de salariés afin d'acquérir davantage d'expertise ;
- la mutualisation des ressources, des moyens matériels, humains et financiers ;
- l'élaboration d'actions pour favoriser les réflexions et les initiatives au sein des réseaux associatifs ;
- les actions favorisant la mise en réseau et le partenariat ;
- le soutien et le renforcement à la gestion et la pérennisation des structures.

Ce type de partenariat doit demeurer le principal vecteur de soutien aux associations nationales.

#### **➤ L'appui au développement et à la structuration des réseaux associatifs émergents**

Ce financement est réservé aux associations et têtes de réseaux émergentes pour lesquelles la mise en œuvre du ou des projets retenus par la Cnaf, nécessite un renforcement spécifique en matière de pilotage et de soutien au réseau : animation et coordination de l'ensemble des activités, développement et structuration du réseau tant à l'échelon national que local.

Dans ce cadre, l'association candidate proposera, pour réaliser son ou ses projets, des actions participant à la structuration de son réseau au niveau national et à la construction de relations partenariales avec les Caf à l'échelle départementale et/ou régionale.

### **3.3. Un financement complémentaire pour soutenir les projets innovants portés par les associations**

Le secteur associatif est historiquement le premier laboratoire d'innovations sociales. Par sa proximité et sa connaissance approfondie des populations et des territoires, il est en capacité de détecter et d'anticiper les besoins sociaux et d'y apporter des réponses, à travers une démarche d'expérimentations et de capitalisation des bonnes pratiques.

Un complément de financement, sous la forme d'un bonus, pourra être apporté aux associations têtes de réseau afin de valoriser une initiative particulièrement innovante<sup>4</sup>.

Ce soutien exceptionnel<sup>5</sup> permettra aux têtes de réseau de mobiliser leurs adhérents, de mettre à disposition les ressources nécessaires pour mener à bien ces projets et de faciliter leur modélisation et leur essaimage.

Une attention particulière sera apportée aux projets et aux actions développés :

- autour de l'accompagnement des familles avec enfants porteurs d'un handicap, du répit parental et familial, de l'habitat alternatif<sup>6</sup>, de l'accès au droits, de l'inclusion numérique et de toute nouvelle forme de solidarités familiales ;
- dans les territoires d'outre-mer, sur l'ensemble des champs d'intervention de la branche Famille.

## **4. LES ASSOCIATIONS DOIVENT REpondre A PLUSIEURS CONDITIONS POUR ETRE ELIGIBLES A UNE SUBVENTION**

### **4.1. Des principes généraux**

Les financements de la Cnaf sont accordés aux réseaux associatifs s'adressant à l'ensemble des familles, dont les projets s'inscrivent dans les champs d'intervention de la Branche<sup>7</sup>.

Ils sont également ouverts aux réseaux qui portent une attention particulière aux personnes se trouvant dans certaines situations spécifiques telles que les gens du voyage, les parents avec un enfant porteur de handicap ou en situation d'exclusion sociale.

---

<sup>4</sup> Selon le Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS), « l'innovation sociale consiste à élaborer des réponses à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles du marché et des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment des utilisateurs et usagers. Ces innovations concernent aussi bien le produit ou service, que le mode d'organisation, de distribution, [...]. Elles passent par un processus en plusieurs démarches : émergence, expérimentation, diffusion, évaluation ».

<sup>5</sup> L'octroi de ce bonus financier sera apprécié sur la base des éléments fournis par la tête de réseau et sous réserve de la disponibilité de fonds.

<sup>6</sup> Projets proposant de nouvelles formes et de nouvelles façons d'habiter (cohabitation solidaire intergénérationnelle, habitat participatif, etc.).

<sup>7</sup> Pour rappel : les champs d'intervention de la branche Famille sont : la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la parentalité, le logement, l'animation de la vie sociale, la précarité, la lutte contre les exclusions et le soutien des familles avec un enfant porteur de handicap.

Pour prétendre au bénéfice d'une subvention, les associations doivent également :

- avoir un fonctionnement démocratique ;
- réunir de façon régulière leurs instances statutaires et veiller à leur renouvellement ;
- développer des actions dans le respect de la Charte de la laïcité de la branche Famille ;
- respecter la liberté de conscience de leurs membres ;
- ne pas proposer d'actions à visée communautariste ou sectaire ;
- disposer et justifier d'une transparence de gestion.

Sont exclus des financements de la Cnaf au titre des associations nationales, les projets développés dans les champs relatifs à la protection de l'enfance, au sanitaire et médico-social et à la prévention spécialisée.

#### **4.2. Des financements réservés uniquement aux fédérations et associations nationales**

Les bénéficiaires de ces subventions doivent être juridiquement constitués et répondre aux deux critères suivants :

- avoir le statut associatif en référence à la loi de 1901 et être immatriculé à ce titre au répertoire SIRENE<sup>8</sup> ;
- être tête de réseau (union, coordination, fédération nationale, etc.).

Il pourra toutefois, à titre exceptionnel, être admis et sous réserve des fonds disponibles, de financer des projets à caractère innovant portés par une association non constituée en tête de réseau, axés sur une des thématiques éligibles au bonus (l'accompagnement des familles avec enfants porteurs d'un handicap, le répit parental et familial, l'habitat alternatif<sup>9</sup>, l'accès au droits, l'inclusion numérique, les nouvelles formes de solidarités familiales) ou développées sur un territoire d'outre-mer.

Grâce à cette enveloppe, la Cnaf s'engage à soutenir les principales fonctions de tête de réseau, à savoir :

- la définition et la mise en œuvre des orientations politiques ;
- la représentation auprès des différentes instances nationales ;
- le conseil, l'ingénierie et le pilotage des associations adhérentes ;
- la mise à disposition d'outils (publications, sites internet) nécessaires au développement de l'activité ;

---

<sup>8</sup> Décret n°2006-887 du 17 juillet 2006 et Arrêté du 25 septembre 2006 Cette démarche auprès de l'Insee permet d'obtenir le numéro de Siret, obligatoire, pour percevoir des fonds publics et lorsque l'association est employeur.

<sup>9</sup> Projets proposant de nouvelles formes et de nouvelles façons d'habiter (cohabitation solidaire intergénérationnelle, habitat participatif).

- la mise en réseau des associations affiliées et leurs antennes locales ;
- la structuration et le développement du cadre national.

**Afin d'éviter les doubles financements (Cnaf/Caf) aux associations locales, les subventions versées par la Cnaf aux fédérations ne peuvent être redistribuées aux associations membres de ces réseaux.**

En revanche, les structures adhérentes peuvent, selon les priorités des projets territoriaux, bénéficier de financements contractuels des Caf, sous forme d'aides financières ou de prestations de service.

#### **4.3. *Un ancrage sur le territoire des fédérations et des associations nationales***

Pour prétendre au soutien de la Cnaf, les associations doivent justifier d'une certaine implantation territoriale : elles doivent ainsi être présentes sur au moins trente départements et avoir établi des liens de partenariat avec au moins vingt Caf<sup>10</sup>.

Cette condition est exigée uniquement au titre du soutien dans les fonctions d'accompagnement et de soutien du réseau associatif, à l'exclusion de celui dans la fonction d'appui au développement et à la structuration des réseaux associatifs émergents.

Les structures pour lesquelles la convention est renouvelée et qui ne satisfont pas à ces deux conditions à la date du dépôt de la demande de subvention, devront atteindre ces objectifs en fin de période de conventionnement. Ces éléments feront partie du bilan final d'évaluation.

Pour les têtes de réseau remplissant déjà ce critère, une progression devra être définie par la structure et sera évaluée de façon similaire.

#### **4.4. *Une gestion financière solide***

Pour obtenir un financement de la part de la Caisse nationale, les associations doivent présenter :

- des résultats positifs, notamment via l'existence de ressources propres (cotisations, produits financiers, produits de services, etc.) ;
- des bilans certifiés conformes du président de l'association et du commissaire aux comptes, le cas échéant<sup>11</sup> ;
- un compte-rendu financier pour toute subvention affectée.

<sup>10</sup> Ces critères sont ceux déjà appliqués sous la précédente période de contractualisation.

<sup>11</sup> Si le total des subventions issues d'organismes publics est supérieur à 153 000€).



## **5. LES MODALITES DE FINANCEMENT**

### **5.1. Les principes généraux**

Les financements alloués s'inscrivent dans le cadre de conventions pluriannuelles signées entre la Cnaf et la tête de réseau sur la période de la Cog. Ils peuvent être mobilisés sur une durée pouvant aller de 1 à 4 ans.

Une attention particulière sera portée aux projets soutenus financièrement par plusieurs partenaires, dans l'objectif de favoriser les coopérations autour d'une même action. Les autres sources de financement peuvent être issues de fonds européens, des administrations déconcentrées ou décentralisées, d'organismes de Sécurité sociale, de l'Unaf, de fonds privés, etc.

Enfin, les fonds mobilisés doivent être affectés uniquement à des dépenses de fonctionnement.

### **5.2. Les modalités de financement mises en œuvre sur la nouvelle période de conventionnement**

Quel que soit l'objet du soutien, accompagnement du réseau associatif ou appui au développement et à la structuration des réseaux associatifs émergents, l'octroi du financement est subordonné aux conditions suivantes :

- les associations ne peuvent prétendre au financement de plus de trois projets, chacun devant être assorti d'un budget prévisionnel sous forme analytique ;
- le bonus pour une même association au titre des projets innovants, peut être attribué au titre d'un seul projet présentant un caractère innovant et sous réserve des fonds disponibles.

### **5.3. Le montant de l'aide proposée**

Le niveau de financement proposé permettra à la structure nationale, sur la période de contractualisation, de bénéficier d'un taux maximum de financement à hauteur de 80% par projet.

Le total des fonds sollicités par l'association nationale ne pourra pas dépasser 20 % de son budget global, assorti d'une prise en charge minimum de 1%.

## **6. L'EXAMEN, LE SUIVI, LE CONTROLE ET L'EVALUATION DES PROJETS**

### **6.1. Un processus dématérialisé**

Soucieuse de simplifier les démarches des partenaires, la Cnaf s'est engagée dans une politique de dématérialisation de l'ensemble du processus de demande de subvention.

Pour solliciter une aide financière, chaque tête de réseau a pu télécharger l'ensemble des documents nécessaires sur le Caf.fr<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Disponible sous : <http://www.caf.fr/partenaires/soutien-de-la-cnaf-a-la-vie-associative> [date de consultation : 22 janvier 2019]

Les dossiers complétés ont été réceptionnés à l'adresse suivante : [vie\\_associative@cnafr.fr](mailto:vie_associative@cnafr.fr)

Cette modalité de dépôt évoluera au cours de la Cog par la mise en place d'une plate-forme dématérialisée de recueil des projets d'action sociale

## **6.2. L'étude des projets de conventionnement par la commission d'action sociale**

L'ensemble des demandes de financement ont été étudiées par la commission d'action sociale de la Cnaf, selon un calendrier préalablement défini. L'octroi d'une subvention relève du pouvoir souverain des administrateurs.

Les dossiers ont été examinés par les membres de la commission dans le respect des conditions définies par la circulaire relative au dispositif de prévention des conflits d'intérêt<sup>13</sup>.

Il est considéré qu'une situation de conflit d'intérêt naît lorsqu'un administrateur est membre ou salarié d'une association qui soumet au vote de la Commission un dossier la concernant. À ce titre, chaque administrateur est tenu de déclarer l'ensemble des situations génératrices de conflits d'intérêt et d'agir en conformité avec les dispositions permettant le respect du dispositif de prévention des conflits d'intérêt.

## **6.3. Les modalités de suivi des conventions de partenariat**

Sur la base de la décision de l'octroi d'une subvention, une convention d'objectifs et de financement est signée entre la Cnaf et l'association nationale concernée qui précise notamment :

- les conditions de paiement de la subvention et les pièces justificatives à produire ;
- les modalités de suivi et de contrôle et l'évaluation du partenariat.

### **➤ Les modalités de versement de la subvention**

Les paiements des subventions aux associations sont répartis annuellement sur toute la période de contractualisation et sont réglés chaque année en deux fois :

- un acompte de 70%, attribué l'année N, à la signature de la convention ;
- le solde de la subvention de l'année N (30%) est versé l'année N+1, sous réserve de la production des justificatifs prévus dans la convention établie entre la Cnaf et la structure associative.

En revanche, l'acompte de la subvention (70%) de l'année suivante N+1 est versée à la structure lorsque le solde de l'année précédente est crédité sur le compte de l'association.

---

<sup>13</sup> Cf. Procès-verbal du Conseil d'administration de la Cnaf du 3 janvier 2017 et Circulaire Cnaf C 2017-001 du 24 janvier 2017 relative au dispositif de prévention de conflits d'intérêt des administrateurs des Caf et de la Cnaf : « Lorsqu'un administrateur, dans une séance du conseil d'administration de la Caf ou d'une de ses commissions, court le risque d'être en conflit d'intérêts, il s'engage à quitter temporairement la séance, à ne pas participer aux débats, à ne pas prendre part au vote et à en porter la raison à la connaissance du ou de la Président(e). Ce retrait et ses raisons sont précisés dans le procès-verbal du conseil d'administration ou de la commission ».

### ➤ Des modalités de suivi différenciées selon les acteurs

La réalisation d'un bilan à mi-parcours permet d'évaluer l'avancement des projets à partir d'indicateurs convenus avec la Cnaf. Une rencontre en fin de contractualisation est également organisée. Un suivi spécifique sera mis en place pour les initiatives présentant un caractère innovant.

Une synthèse des projets en cours en 2020, à l'issue de la réalisation des bilans à mi-parcours, et une évaluation globale en 2022, à la fin de la période de contractualisation, feront l'objet d'une présentation à la commission d'action sociale.

Des temps de concertation entre partenaires financeurs seront institués pour améliorer notre connaissance mutuelle sur la nature du soutien apporté par chacun des acteurs institutionnels.

Enfin, pour renforcer la visibilité du dispositif de soutien à la vie associative au sein du réseau, une communication régulière sera faite à l'attention des Caf au moyen des différents canaux de diffusion existants (Espace métiers des politiques familiales et sociales ; @doc AS, etc.).

### ➤ Le contrôle de l'utilisation des subventions

Selon les dispositions issues de la loi relatives aux relations entre le public et l'administration et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2011, toute subvention doit faire l'objet d'un contrôle afin de vérifier la bonne utilisation des fonds versés. Ainsi, les aides financières accordées sont soumises à des opérations de contrôle dans le cadre du plan de contrôle interne de la Cnaf<sup>14</sup>.

Les modalités de contrôle de l'utilisation des crédits sont prévues par la convention liant la Cnaf et la tête de réseau. Toute subvention non employée ou dont l'emploi n'a pas été jugé conforme doit être reversée<sup>15</sup>.

Il peut s'agir d'un contrôle sur pièce ou sur place :

- sur pièce : les services administratifs et comptables analysent les documents financiers de l'association et vérifient les pièces justificatives nécessaires au versement du solde ;
- sur place : selon un plan préalablement défini, les contrôleurs examinent dans les locaux de l'association, la véracité des éléments produits notamment dans le cadre du dépôt de la demande de subvention et des bilans annuels réalisés.

La Cour des comptes, dans le cadre de ses missions définies au Code des juridictions financières, est par ailleurs amenée à examiner les conventions de partenariat.

### ➤ Le traitement des associations présentant des difficultés particulières

Les conditions de financement font l'objet d'une communication aux associations lors de la préparation du contrat de partenariat avec la Cnaf.

---

<sup>14</sup> Une procédure nationale de liquidation (PNL) et une procédure nationale de contrôle (PNC) sont en cours de finalisation à la Cnaf.

<sup>15</sup> Le versement d'une nouvelle subvention sera subordonné à la vérification de la réalisation des actions subventionnées antérieurement.

Afin de prévenir la survenance de difficultés financières, les services de la Cnaf veilleront à l'évolution des indicateurs financiers (fonds de roulement, résultat, diversité des ressources propres, pluralité de financeurs), à chaque dépôt annuel des comptes.

Un suivi attentif de la situation financière des structures en difficulté est également prévu. En effet, la Caisse nationale ne peut accorder de façon continue et systématique, un soutien financier à des structures associatives lorsque celles-ci présentent un résultat net négatif.

C'est pourquoi chaque convention d'objectifs et de financement signée entre la Cnaf et la tête de réseau prévoit qu'en cas de difficultés structurelles, le partenaire doit alerter la Cnaf le plus en amont possible, afin d'envisager de manière concertée, y compris avec les autres partenaires financeurs, des pistes de redressement de sa trajectoire financière.

### ➤ Des modalités d'évaluation et de pilotage au sein de la Cnaf

Le recentrage des financements sur les projets portés par les têtes de réseau contribuera à renforcer la capacité de la Branche à évaluer les projets déployés.

En conformité avec la Cog, ces nouvelles modalités de financement doivent contribuer à démontrer le caractère d'investissement social du soutien apporté au secteur associatif.

Dans cette optique, en fonction de la nature des projets, il pourra être exigé que les engagements présentés par l'association soient assortis d'objectifs chiffrés.

Par ailleurs, la mise en place d'indicateurs de suivi contribuera à renforcer le pilotage de l'activité et permettra ainsi un rendu compte régulier aux administrateurs et au réseau lors des différents points d'étape prévus.

Indicateurs de suivi		
Objectifs	Actions	Indicateurs
<b>Soutenir la vie associative</b>	Financer les têtes de réseau	Nombre de conventions signées avec les têtes de réseau
		Répartition des conventions par thématiques
		Nombre de projets financés et répartition par axe d'intervention
		Montant moyen par projet et par tête de réseau
		Répartition des projets financés par thématique
<b>Assurer la viabilité financière des têtes de réseau</b>	Développer les co-financement	Nombre d'associations co-financées avec la branche Famille
	Suivre la santé financière des têtes de réseau	Rang de la branche Famille sur l'ensemble des co-financeurs
		Nombre de têtes de réseau en situation économique fragile (résultat net <0)
		Nombre de têtes de réseau en situation économique fragile (Fdr <0)
<b>Evaluer l'action des têtes de réseau</b>	Veiller à une utilisation efficiente des fonds octroyés	Nombre de projets pour lesquels les objectifs ont été atteints/non atteints/suspendus/en cours
		Répartition du taux d'atteinte des projets financés
		Évaluation de l'impact social des projets mis en œuvre
		Évolution du montant de l'enveloppe global
	Veiller au développement des relations avec les Caf	Taux de consommation de l'enveloppe globale.
		Nombre de conventions signées entre les Caf et les fédérations départementales ou régionales

<b>Garantir la maîtrise des risques sur l'allocation des fonds versés aux associations</b>	Mettre en œuvre une procédure de contrôle sur place	Taux d'associations contrôlées
--	---	--------------------------------

## 7. UNE MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS POUR UNE MEILLEURE LISIBILITE POUR LES CAF

Afin de rendre visibles les actions portées par les associations nationales dans le cadre des conventions de partenariat conclues avec la Cnaf, l'ensemble des projets des associations est mis à disposition sur l'espace dédié suivant :

- @doc-AS : Règlementation/Sources réglementaires internes à la Branche Famille/ Autres réglementations/ Associations nationales.
- Ou en utilisant le lien suivant : [@Vie associative](#)

Ces documents peuvent apporter un éclairage utile dans le cadre de l'étude de demande de financement d'une association adhérente à l'une de ces têtes de réseaux.

## 8. LISTE DES FEDERATIONS CONVENTIONNEES PAR LA CNAF SUR LA PERIODE 2019-2022

Thématique dominante	Têtes de réseau
Petite enfance	Association des collectifs enfants parents professionnels (Acepp)
	Croix Rouge française
	Enfance et Musique
	Fédération Léo Lagrange
	Lire et faire lire
	Union fédérative nationale des associations de familles d'accueil et assistantes maternelles (Ufnafaam)
Enfance jeunesse	Association nationale des maisons des adolescents (Anmda)
	Association nationale des points accueil écoute jeunes (Anpaej)
	Les Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (Ceméa)
	Confédération des Foyers ruraux
	Coordination pour promouvoir compétences et volontariat (Cpcv)
	Fédération nationale Familles rurales
	Fédération nationale des associations Catholique des Enfants (Fnace)
	Fédération nationale Les Francas
	Association nationale les Petits Débrouillards
	Ligue de l'Enseignement
	Mouvement Rural Jeunesse Chrétienne (Mrjc)
	Scouts et Guides de France
	Union nationale pour l'habitat des jeunes (Unhaj)
	Réseau Mom'artre
	Réseaux nationaux des juniors associations (Rnja)
	Union française des centres de vacances et de loisirs (Ufcv)
	Union nationale pour l'information des jeunes (Unij)
	Scouts musulmans de France
	Union Nationale des Comités Locaux Logement Autonome des Jeunes (Uncllaj)
	Fédération Vacances ouvertes
Inclusion enfance jeunesse famille	Réseau Loisirs Pluriel

<b>Logement</b>	<b>Réseau Passerelles</b>
	<b>Fédération des Pupilles de l'Enseignement public (Pep)</b>
	<b>Agence nationale pour l'information sur le logement (Anil)</b>
	<b>Association nationale des Compagnons bâtisseurs</b>
	<b>Fédération nationale SOLIHA</b>
	<b>Habitat et Humanisme</b>
	<b>Réseau COSI</b>
<b>Thématique dominante</b>	<b>Têtes de réseau</b>
<b>Parentalité</b>	Collectif 1001 territoires
	Association des Ludothèques de France (Alf)
	Vacances et familles
	Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev)
	Association Pour la Médiation Familiale (Apmf)
	Confédération Syndicale des Familles (Csf)
	Enfance et Familles adoption
	Familles de France
	Fédération Française des Espaces Rencontres (Ffer)
	Fédération nationale pour la médiation familiale (Fénaméf)
	Fédération des écoles des parents et des éducateurs (Fnepe)
	Fédération Jumeaux Plus
	Union nationale pour le parrainage de proximité (Unapp)
	France parrainage
	Parrains par mille
	Fédération syndicale des familles monoparentales (Fsfm)
	Confédération des associations familiales catholiques (Cnafc)
	Fédération nationale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (Fncidff)
	Fédération Nationale des Associations de l'Aide Familiale Populaire (Fnaap)
	Adessadomicile
	Aide à domicile en milieu rural (Admr)
	Union Nationale de l'aide, des soins et des services aux domiciles (Una)
<b>Animation de la vie sociale</b>	Fédération des Centres sociaux de France (Fcsf)
	France Bénévolat
	Fédération Française des MJC
	Confédération MJC de France
	Réseau des accorderies de France
<b>Accès aux droits / Vulnérabilité</b>	Fédération nationale des Associations Solidaires d'Action avec les Tsiganes et Gens du voyage (Fnasat)
	Fédération des acteurs de la solidarité (Fas)
	Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (Uniopss)
	ATD Quart Monde
	Secours Populaire Français